



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2021/n° 100 /6.1

Objet : CREATION D'EMPLACEMENTS DE LIVRAISONS APPELE AUSSI « AIRE DE LIVRAISON PARTAGEE »

LE MAIRE,

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal

Vu le Code de la Route notamment l'article R.417-10-III-4°

Vu la circulaire n° 86-230 du Ministère de l'intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire

Considérant qu'il convient de créer des aires aménagées pour les livraisons afin de permettre le bon fonctionnement de l'activité économique et de limiter la gêne que ces opérations peuvent apporter à la circulation générale,

Considérant, eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement, qu'il convient de faciliter le partage de l'espace public tout en veillant à la sécurité de l'ensemble des usagers,

Considérant que, compte tenu des conditions de circulation et de stationnement, il convient notamment de limiter la durée de ces opérations de livraison sur les zones aménagées à cet effet,

Considérant qu'il convient cependant de mettre à disposition des livreurs, des emplacements permettant d'arrêter leur véhicule dans les meilleures conditions,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté annule et remplace tous les arrêtés antérieurs relatifs à la création d'emplacement de livraison ou d'aire de livraison

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté sont exécutoires de plein droit dès sa publication en mairie et la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 3 : Toute opération de transport de marchandises réalisée sur la voie publique sur la commune d'Aigues-Mortes au moyen d'un véhicule pour le compte d'autrui ou, pour leur propre compte par les personnes physiques exerçant à titre professionnel des activités de livraison et par les personnes morales, ne peuvent être exécutées qu'en accomplissement d'une commande préalable ou du document admis à en tenir lieu ou selon le cas d'une facture.

Les prescriptions du présent article s'appliquent aussi pour les livraisons effectuées pour son propre compte par le commerçant, artisan ou un personnel de son entreprise ou de son établissement.

Le conducteur du véhicule sera tenu de présenter ce justificatif à toute réquisition en cas de contrôle, sauf exonération prévue par la loi.

ARTICLE 4 : Les aires de livraisons dites partagées sont des zones matérialisées dédiées au stationnement des véhicules utilitaires habilités à effectuer des opérations de chargement et de déchargement de marchandises ou de produits sur des plages horaires définies. Elles sont utilisables par les conducteurs livreurs de marchandises et pour des livraisons effectuées pour son propre compte par le commerçant, artisan ou personnel de son entreprise ou de son établissement. Ces aires sont utilisables, uniquement en dehors des créneaux horaires réservés pour l'activité livraison comme défini ci-dessus, par les autres usagers de la route.

ARTICLE 5 : Il est créé des aires de livraisons dites partagées aux endroits suivant :

- Deux aires de livraisons allée des Bourguignons de part et d'autre de la porte des Remblais
- Une aire de livraison devant la place des deux millénaires, angle Boulevard Diderot – route de Nîmes.
- Une aire de livraison Boulevard Diderot face à la BNP
- Une aire de livraison Boulevard Diderot devant la porte saint Antoine
- Une aire de livraison rue d'Esparron face au numéro 23
- Une aire de livraison avenue Frédéric Mistral devant le numéro 1bis

ARTICLE 6 : La durée du stationnement sur les aires de livraison dites partagées est limitée à une heure pour les opérations de chargement ou déchargement du **lundi au dimanche de 06h00 à 17h00**

ARTICLE 7 : Les contraventions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux textes et lois en vigueur par les agents de la police municipale, de la gendarmerie nationale et les agents municipaux commissionnés et assermentés à cet effet.

Le stationnement des véhicules étant considéré comme gênant, au vu de l'article R417-10-III-4° du code de la route, le chef de poste, ou l'agent occupant ses fonctions, pourra faire procéder à l'enlèvement en fourrière des véhicules en infraction, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 8 : Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de monsieur le Préfet du GARD (préfecture du Gard 30045 NIMES Cedex 9) ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NIMES (Avenue Feuchères 30000 NIMES) dans le délai de deux mois suivant la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues-Mortes, monsieur l'Elu en charge de la Sécurité, monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-Mortes/ Grau du Roi, monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 12 mars 2021

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09